

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4501

[2007/203364]

18 OCTOBRE 2007. — Décret relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o services de taxis : les services qui assurent, avec chauffeur, le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles et qui réunissent les conditions suivantes :

— le véhicule de type voiture, voiture mixte ou minibus, au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, est, d'après son type de construction et son équipement, apte à transporter au maximum neuf personnes - le chauffeur compris - et est destiné à cet effet;

— le véhicule est mis à la disposition du public, soit à un point de stationnement déterminé sur la voie publique au sens du règlement général sur la police de la circulation routière, soit en tout autre endroit non ouvert à la circulation publique;

— la mise à disposition porte sur le véhicule et non sur chacune des places;

— la destination est fixée par le client;

2^o services de location de voitures avec chauffeur : les services de transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles qui ne sont ni des services de taxis ni des services de taxis collectifs, et qui sont assurés au moyen de véhicules qui, d'après leur type de construction et leur équipement, sont aptes à transporter au maximum neuf personnes - le chauffeur compris - et sont destinés à cet effet et qui répondent à l'une des conditions suivantes :

— la voiture est mise à la disposition du public en vue soit d'une cérémonie, soit d'un déplacement d'une durée minimale de trois heures;

— la voiture est réservée au transport de la clientèle d'un hôtel déterminé;

— la voiture est mise à la disposition d'une personne déterminée en vertu d'un contrat portant sur un ensemble de prestations à effectuer au cours d'une période de sept jours consécutifs au moins;

3^o services de taxis collectifs : les services qui assurent, avec chauffeur, le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles et qui réunissent les conditions ci-après :

— le véhicule de type voiture, voiture mixte ou minibus, au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, est, d'après son type de construction et son équipement, apte à transporter au maximum neuf personnes - le chauffeur compris - et est destiné à cet effet;

— la mise à disposition porte sur chacune des places du véhicule et non sur le véhicule lui-même;

— la destination est fixée par le client;

4^o services de transport d'intérêt général : les services qui assurent, avec chauffeur, le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, qui sont effectués par des organismes agréés par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine et qui réunissent les conditions ci-après :

— le véhicule de type voiture, voiture mixte ou minibus, au sens de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, est, d'après son type de construction et son équipement, apte à transporter au maximum neuf personnes - le chauffeur compris - et est destiné à cet effet;

— la mise à disposition porte sur chacune des places du véhicule et non sur le véhicule lui-même;

— la destination est fixée par le client;

— le prix du service est au maximum égal à l'indemnité kilométrique allouée aux fonctionnaires de la Région wallonne pour leurs frais de déplacement ou est égal à un forfait ne pouvant être supérieur au tarif appliqué pour la prise en charge dans les services de taxis;

5^o Gouvernement : le Gouvernement de la Région wallonne;

6^o conseil : le conseil communal de la commune où l'exploitant exploite ou a l'intention d'exploiter son service de taxis;

7^o collège : le collège communal de la commune où l'exploitant exploite ou a l'intention d'exploiter son service de taxis.

Art. 2. Le présent décret ne s'applique pas au transport médico-sanitaire tel qu'il est régi par le décret du Conseil régional wallon du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux services de taxis*Section 1^{re}. — *De l'autorisation*

Art. 3. Nul ne peut, sans autorisation préalable du collège, exploiter un service de taxis au moyen d'un ou de plusieurs véhicules au départ de la voie publique ou de tout autre endroit non ouvert à la circulation publique qui se situe sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 4. Les conditions d'exploitation d'un service de taxis sont fixées par le conseil dans les limites arrêtées par le Gouvernement.

Aux conditions fixées par le conseil, l'autorisation d'exploiter un service de taxis est délivrée par le collège.

Le conseil fixe le tarif applicable dans les limites arrêtées par le Gouvernement. Si les conditions de l'autorisation ne prescrivait pas l'application d'un tarif déterminé, le collège arrête le tarif sur proposition de l'exploitant.

Le collège ne peut délivrer qu'une seule autorisation par exploitant. L'autorisation mentionne le nombre de véhicules pour lesquels elle est délivrée et s'il peut être fait ou non usage des emplacements situés sur la voie publique.

Art. 5. Les autorisations d'exploiter sont délivrées en fonction de l'utilité publique du service, dans les limites arrêtées par le Gouvernement.

Art. 6. L'autorisation est délivrée sur la base d'une enquête effectuée par le collège, portant sur les garanties morales, la qualification professionnelle et la solvabilité du requérant.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de moralité, de qualification professionnelle et de solvabilité requises des exploitants en vertu de l'alinéa 1^{er} ainsi que les conditions de moralité et de qualification professionnelle requises des chauffeurs.

Lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge des personnes physiques pour être titulaires de l'autorisation doivent être réunies durant toute la durée de l'exploitation par l'organe statutaire de cette personne morale qui est chargé de la gestion journalière.

Art. 7. Les autorisations d'exploiter sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

Si le Gouvernement ne s'est pas prononcé dans les soixante jours de la réception de la demande, l'autorisation peut être délivrée par le collège.

Art. 8. § 1^{er}. La durée de l'autorisation d'exploiter un service de taxis est de cinq ans. Elle est renouvelable pour des termes de même durée.

Elle peut être accordée ou renouvelée pour un terme inférieur à cinq ans si des circonstances particulières, inscrites dans l'acte d'autorisation ou de renouvellement, justifient cette dérogation.

§ 2. Le renouvellement de l'autorisation est refusé dans les cas suivants :

1° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions du présent décret, des arrêtés pris en exécution de celui-ci ou des conditions d'exploitation;

2° si l'exploitant ne répond plus aux conditions de moralité, de qualification professionnelle ou de solvabilité;

3° si l'exploitant ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité professionnelle;

4° si l'exploitant ne respecte pas le règlement communal relatif aux services de taxis.

§ 3. Dans les limites arrêtées par le Gouvernement, le conseil fixe la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de renouvellement, ainsi que la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

§ 4. Le renouvellement de l'autorisation est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Si le Gouvernement ne s'est pas prononcé dans les soixante jours de réception de la demande, le renouvellement peut être accordé par le collège.

Art. 9. § 1^{er}. L'autorisation ne peut être délivrée qu'à une personne physique ou morale qui soit est propriétaire du ou des véhicules, soit en a la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le collège peut autoriser le titulaire d'une autorisation dont le véhicule est momentanément indisponible par suite d'accident, de panne mécanique grave, d'incendie ou de vol à assurer son service avec un véhicule de remplacement dont il n'est pas propriétaire ou dont il n'a pas la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour une période maximale de trois mois et ne peut être renouvelée.

Dans les limites arrêtées par le Gouvernement, le conseil fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'autorisation, la forme de celle-ci et les mentions qui doivent y figurer, ainsi que les exigences auxquelles doivent répondre les véhicules de remplacement.

Art. 10. Les exploitants d'un service de taxis peuvent être autorisés à disposer, pour l'exploitation de leur service, de véhicules de réserve dont ils sont propriétaires ou dont ils ont la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Les véhicules de réserve doivent au moins être équipés pour assurer un service de taxis.

Ces véhicules ne peuvent être donnés en location au sens de l'article 11.

L'autorisation d'exploiter mentionne, le cas échéant, le nombre de véhicules de réserve que peut posséder l'exploitant.

Art. 11. La location par l'exploitant, sous quelque forme que ce soit, du ou des véhicules à toute personne qui en assure ou en fait assurer la conduite est interdite.

Art. 12. La décision de refus, ou l'absence de décision dans les cinq mois de l'introduction de la demande, peut faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

Ce recours doit être introduit, selon les cas, dans les quinze jours de la notification de refus ou dans les quinze jours de la date d'expiration du délai de trois mois qui suit l'introduction de la demande, par les moyens fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

Art. 13. § 1^{er}. L'autorisation est personnelle et incessible.

§ 2. Toutefois, moyennant l'autorisation préalable du collège et approbation du Gouvernement tel que prévu à l'article 7 du présent décret :

1° le conjoint, le cohabitant légal, les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré peuvent, en cas de décès ou d'incapacité permanente du titulaire de l'autorisation, continuer l'exploitation du service, dans les mêmes conditions, jusqu'au terme fixé par l'autorisation;

2° une personne morale peut poursuivre l'exploitation d'une personne physique titulaire de l'autorisation dans le seul cas où celle-ci en fait apport à cette personne morale qu'elle crée et tant qu'elle en est l'associée majoritaire ainsi que l'organe statutaire chargé de la gestion journalière pendant trois ans au moins.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le titulaire d'une autorisation qui a exploité un service de taxis sans interruption pendant au moins les dix années qui précèdent la demande et qui cesse d'exploiter un service de taxis peut, dans les conditions qui suivent et moyennant autorisation du collège, céder totalement son autorisation d'exploiter :

1° le demandeur doit avoir rempli toutes ses obligations durant dix années au moins;

2° le candidat cessionnaire doit remplir toutes les conditions fixées par le présent décret pour obtenir une autorisation d'exploiter un service de taxis.

L'autorisation d'exploiter peut être divisée à l'occasion de sa cession.

Celui qui a cessé d'exploiter un service de taxis et qui a cédé son autorisation à un tiers ne peut plus introduire une demande d'exploiter auprès de la même commune pendant les dix années qui suivent la cession.

§ 4. La décision de refus, ou l'absence de décision dans les cinq mois de l'introduction de la demande, peut faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

Ce recours doit être introduit, selon les cas, dans les quinze jours de la notification de la décision de refus ou dans les quinze jours de la date d'expiration du délai de trois mois qui suit l'introduction de la demande, par les moyens fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

Art. 14. Si l'exploitant désire augmenter ou réduire le nombre de véhicules utilisés durant la période de validité de son autorisation, le collège peut modifier, à sa demande et pour le terme restant à courir jusqu'à l'expiration de son autorisation, le nombre de véhicules figurant dans l'acte d'autorisation.

La décision est arrêtée selon la procédure et les conditions applicables à la demande d'autorisation.

Art. 15. § 1^{er}. Par décision du collège, l'autorisation prévue à l'article 3 peut être retirée ou suspendue pour une période déterminée, pour un des motifs énoncés à l'article 8, § 2.

§ 2. La décision de retrait ou de suspension peut faire l'objet d'un recours au Gouvernement.

Le recours doit être introduit dans les huit jours de la notification de la décision, par les moyens fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

Art. 16. Les autorisations délivrées sur la base de l'article 3 peuvent donner lieu à la perception d'une taxe annuelle et indivisible à charge de la personne physique ou morale bénéficiant de l'autorisation.

Cette taxe est perçue par la commune, dans les limites et conditions arrêtées par le Gouvernement. Elle ne pourra être d'un montant supérieur à 600 euros par véhicule. La taxe visée au présent article est due pour toute l'année, indépendamment du moment auquel l'autorisation a été délivrée. Elle est due au 1^{er} janvier de l'année civile ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

La diminution du nombre de véhicules ne donne pas lieu à un remboursement de la taxe. Cela vaut également pour la suspension ou le retrait d'une autorisation ou pour la mise hors service d'un ou de plusieurs véhicules pour quelque raison que ce soit.

L'introduction d'une plainte n'abroge pas la recouvrabilité de la taxe.

Le montant maximal visé ci-dessus peut être adapté par le Gouvernement wallon aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Section 2. — Du stationnement

Art. 17. Tout exploitant autorisé par le collège à exploiter un service de taxis est autorisé à faire occuper, par ses véhicules pour lesquels l'autorisation a été délivrée conformément aux dispositions de l'article 4, n'importe quel point de stationnement réservé aux taxis situé sur la voie publique et qui est inoccupé, ou tout lieu de stationnement non situé sur la voie publique dont il est propriétaire ou dont il a la jouissance.

En aucun cas, le nombre de voitures présentes à un point de stationnement situé sur la voie publique ne peut dépasser le nombre d'emplacements qui y sont prévus.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux services de location de voitures avec chauffeur

Section 1^{re}. — De l'autorisation

Art. 18. Nul ne peut, sans autorisation préalable du Gouvernement, exploiter un service de location de voitures avec chauffeur au moyen d'un ou de plusieurs véhicules, sur le territoire de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles une autorisation délivrée par une autre région est valable sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 19. § 1^{er}. Les conditions d'exploitation des services de location de voitures avec chauffeur sont fixées par le Gouvernement. Elles consacrent au moins l'application des principes suivants :

1° l'exploitant est tenu de couvrir sa responsabilité civile pour les dommages causés aux personnes transportées ou aux tiers à l'occasion de son service, en souscrivant un contrat auprès d'une société d'assurance, sans limitation de somme, ni par véhicule ni par sinistre;

2° le véhicule affecté à l'exploitation du service doit offrir aux passagers le confort et la qualité que la clientèle est en droit d'attendre.

Ces critères peuvent être précisés par le Gouvernement;

3° toute location de véhicule donne lieu à une inscription sur un registre tenu au siège de l'exploitation et dans lequel doivent figurer la date et l'heure de la commande, ainsi que l'objet précis du contrat de location et les tarifs appliqués.

Ce registre peut être organisé sous une forme informatisée;

4° le véhicule ne peut être mis qu'au service d'une personne physique ou morale déterminée qu'en vertu d'un contrat écrit conforme au modèle arrêté par le Gouvernement, dont un exemplaire se trouve au siège de l'exploitation et une copie à bord du véhicule lorsque la signature du contrat précède la prise en charge des passagers ou dont l'original se trouve à bord du véhicule dans les autres cas;

5° le véhicule doit avoir à son bord une feuille de route journalière sur laquelle sont mentionnés les renseignements relatifs aux déplacements du véhicule;

6° le véhicule ne peut ni stationner ni circuler sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public, s'il n'a pas fait l'objet d'une location préalable au siège de l'entreprise;

7° le contrat de location ne peut porter que sur le véhicule et non sur des places dans le véhicule;

8° le véhicule doit être équipé d'un signe distinctif apposé à l'avant et à l'arrière du véhicule;

9° il ne peut porter aucun signe extérieur ou intérieur caractérisant ou rappelant les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis tel que taximètres, voyants lumineux, mentions et radiotéléphonie mobile;

10° le véhicule doit être soumis à un contrôle périodique destiné à vérifier qu'il continue à remplir toutes les conditions d'exploitation.

§ 2. L'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est délivrée par le Gouvernement.

Celui-ci fixe la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et fixe la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

Il ne peut être délivré qu'une seule autorisation par exploitant. L'autorisation mentionne et fixe le nombre de véhicules pour lesquels elle est délivrée.

Art. 20. L'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est accordée à toute personne physique ou morale qui en fait la demande, aux conditions fixées à l'article 21.

Art. 21. L'autorisation est délivrée sur la base d'une enquête portant sur les garanties morales, la qualification professionnelle et la solvabilité du requérant.

Le Gouvernement peut fixer les conditions de moralité, de qualification professionnelle et de solvabilité requises des exploitants en vertu de l'alinéa 1^{er} ainsi que les conditions de moralité et de qualification professionnelle requises des chauffeurs.

Lorsque l'autorisation d'exploiter est délivrée à une personne morale, les conditions mises à charge des personnes physiques pour être titulaires de l'autorisation doivent être réunies durant toute la durée de l'exploitation par l'organe statutaire de cette personne morale qui est chargé de la gestion journalière.

Art. 22. § 1^{er}. La durée de l'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur est de cinq ans. Elle est renouvelable pour des termes de même durée.

Elle peut être accordée ou renouvelée pour un terme inférieur à cinq ans si des circonstances particulières, inscrites dans l'acte d'autorisation ou de renouvellement, justifient cette dérogation.

§ 2. Le renouvellement peut être refusé dans les cas suivants :

1° si l'exploitant n'a pas respecté les dispositions du présent décret, des arrêtés pris en exécution de celui-ci ou des conditions d'exploitation;

2° si l'exploitant ne répond plus aux conditions de moralité, de qualification professionnelle ou de solvabilité;

3° si l'exploitant ne respecte pas la législation applicable dans le cadre de son activité professionnelle.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de renouvellement, ainsi que la forme de l'autorisation et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 23. § 1^{er}. L'autorisation ne peut être délivrée qu'à une personne physique ou morale qui soit est propriétaire du ou des véhicules, soit en a la disposition en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le titulaire d'une autorisation dont un véhicule est momentanément indisponible par suite d'accident, de panne mécanique grave, d'incendie ou de vol peut être autorisé à titre exceptionnel à assurer son service avec un véhicule de remplacement dont il n'est pas propriétaire ou dont il ne dispose pas en vertu d'un contrat de vente à tempérament, d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location-vente.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour une période maximale de trois mois et ne peut être renouvelée.

Le Gouvernement fixe la procédure d'introduction et d'instruction de la demande d'autorisation, ainsi que la forme de celle-ci et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 24. La location par l'exploitant, sous quelque forme que ce soit, du ou des véhicules à toute personne qui en assure ou en fait assurer la conduite est interdite.

Art. 25. L'autorisation d'exploiter est personnelle, indivisible et incessible.

Art. 26. Si l'exploitant désire augmenter ou réduire le nombre de véhicules utilisés durant la période de validité de son autorisation, le Gouvernement modifie, à sa demande et pour le terme restant à courir jusqu'à l'expiration de l'autorisation, le nombre de véhicules figurant dans l'acte d'autorisation.

La décision est prise selon la procédure et les conditions applicables à la demande d'autorisation.

Art. 27. Par décision du Gouvernement, l'autorisation prévue à l'article 18 peut être retirée ou suspendue pour une durée déterminée, pour des motifs énoncés à l'article 22, § 2.

Le Gouvernement précise la procédure de retrait et de suspension des autorisations d'exploiter.

Art. 28. Les autorisations délivrées sur la base de l'article 18 peuvent donner lieu à la perception d'une taxe annuelle et indivisible à charge de la personne physique ou morale titulaire de l'autorisation.

Cette taxe est perçue par le Gouvernement selon les modalités et les conditions qu'il détermine. Elle ne pourra être d'un montant supérieur à 250 euros. La taxe visée au présent article est due pour toute l'année, indépendamment du moment auquel l'autorisation a été délivrée. Elle est due au 1^{er} janvier de l'année civile ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

La diminution du nombre de véhicules ne donne pas lieu à un remboursement de la taxe. Cela vaut également pour la suspension ou le retrait d'une autorisation ou pour la mise hors service d'un ou de plusieurs véhicules pour quelque raison que ce soit.

L'introduction d'une plainte n'abroge pas la recouvrabilité de la taxe.

Le montant maximal visé ci-dessus peut être adapté par le Gouvernement wallon aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Section 2. — Du stationnement

Art. 29. L'exploitant autorisé par le Gouvernement à exploiter un service de location de voitures avec chauffeur ne peut faire occuper par ses véhicules qui ne sont pas en service que des points de stationnement non situés sur la voie publique qui se trouvent à l'intérieur d'un bâtiment ou d'un garage dont l'exploitant du service est propriétaire ou dont il dispose et qui constitue le siège de l'exploitation de l'entreprise.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux services de taxis collectifs

Art. 30. Nul ne peut, sans autorisation du Gouvernement, exploiter un service de taxis collectifs au moyen d'un ou de plusieurs véhicules sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 31. § 1^{er}. Les conditions d'exploitation des services de taxis collectifs sont fixées par le Gouvernement. Elles consacrent au moins l'application des principes suivants :

1° l'exploitant est tenu de couvrir sa responsabilité civile pour les dommages causés aux personnes transportées ou aux tiers à l'occasion de son service, en souscrivant un contrat auprès d'une société d'assurance, sans limitation de somme, ni par véhicule ni par sinistre;

2° toute prestation donne lieu à une inscription sur un registre tenu au siège de l'exploitation et dans lequel doivent figurer la date et l'heure de la commande, ainsi que les tarifs appliqués.

Ce registre peut être organisé sous forme informatisée;

3° le véhicule doit avoir à bord une feuille de route journalière sur laquelle sont mentionnés les renseignements relatifs aux déplacements du véhicule;

4° le véhicule ne peut ni stationner ni circuler sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public s'il n'est pas en service;

5° le véhicule doit être équipé d'un signe distinctif apposé à l'avant et à l'arrière du véhicule;

6° le véhicule doit être soumis à un contrôle périodique destiné à vérifier qu'il continue à remplir toutes les conditions d'exploitation;

7° les services de taxis collectifs peuvent, en partenariat avec les sociétés de transport en commun, renforcer les services de transport public.

§ 2. L'autorisation d'exploiter un service de taxis collectifs est délivrée par le Gouvernement.

Celui-ci fixe la procédure d'introduction et d'instruction des demandes d'autorisation ainsi que les annexes qui doivent y être jointes et détermine la forme des autorisations et les mentions qui doivent y figurer.

Il ne peut être délivré qu'une seule autorisation par exploitant. L'autorisation mentionne le nombre de véhicules pour lesquels elle est délivrée.

Art. 32. Les dispositions reprises aux articles 19 à 29 du présent décret sont applicables aux services de taxis collectifs, à l'exception de l'article 19, § 1^{er}, 7°.

CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux services de transport d'intérêt général

Art. 33. Nul ne peut, sans en avoir fait la déclaration préalable au Gouvernement, exploiter un service de transport d'intérêt général en Région wallonne.

Le Gouvernement fixe la forme des déclarations et les mentions qui doivent y figurer.

Art. 34. Les conditions d'exploitation des services de transport d'intérêt général sont fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — De l'usage mixte

Art. 35. L'exploitant d'un service de taxis, muni d'une autorisation conformément à l'article 3, peut affecter un taxi à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur ou d'un service de taxis collectifs moyennant autorisation du Gouvernement et respect des conditions y afférentes.

Par dérogation à l'article 19, § 1^{er}, 9°, le taxi affecté à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur peut conserver un taximètre et la radiotéléphonie mobile, ainsi que les signes distinctifs intérieurs des taxis.

CHAPITRE VII. — Dispositions relatives aux véhicules plus respectueux de l'environnement et aux véhicules favorisant l'intégration des personnes à mobilité réduite

Art. 36. Les taxes visées aux articles 16 et 28 du présent décret sont réduites, dans les limites et conditions arrêtées par le Gouvernement, en faveur :

— des véhicules qui utilisent du biocarburant tel qu'il est défini dans la Directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports;

— des véhicules émettant moins de 115 grammes de CO₂ par kilomètre.

Une prime est octroyée, dans les limites et conditions arrêtées par le Gouvernement, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, à l'acquisition de véhicules hybrides affectés aux services visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, du présent décret.

Art. 37. Les taxes visées aux articles 16 et 28 du présent décret sont réduites, dans les limites et conditions fixées par le Gouvernement, en faveur des véhicules adaptés pour le transport de personnes à mobilité réduite.

CHAPITRE VIII. — *Surveillance et sanctions*

Art. 38. § 1^{er}. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 10 euros à 250 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui exploitent sans autorisation un service de taxis, un service de location de voitures avec chauffeur ou un service de taxis collectifs.

Est punie des mêmes peines toute personne qui aura donné les apparences d'un taxi, d'une voiture de location avec chauffeur ou d'un taxi collectif à un véhicule soumis aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution alors que ce véhicule n'a pas fait l'objet, selon le cas, d'une autorisation d'exploiter un service de taxis, un service de location de voitures avec chauffeur ou d'un service de taxis collectifs.

Le juge pourra ordonner la confiscation du ou des véhicules à l'aide duquel ou desquels l'infraction aura été commise. Si le véhicule appartient à une personne autre que le condamné, la confiscation ne pourra être prononcée qu'après que le propriétaire du bien aura été appelé au procès et aura eu l'occasion de faire valoir ses moyens de défense.

§ 2. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 1 euro à 250 euros ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice des dommages et intérêts s'il y a lieu, ceux qui commettent une autre infraction au présent décret, ou aux conditions de l'autorisation d'exploiter autres que celles visées à l'article 39.

Le § 1^{er}, alinéa 3, du présent article est également applicable à ces infractions.

§ 3. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Art. 39. § 1^{er}. Des amendes administratives peuvent être infligées par le fonctionnaire délégué à cette fin par le Gouvernement pour toute infraction à l'article 19, § 1^{er}, 2^o à 10^o, à l'article 31, § 1^{er}, 2^o à 6^o, et à l'article 34, ainsi qu'aux arrêtés d'exécution du présent décret.

Le Gouvernement détermine le montant des amendes administratives, ainsi que le délai et les modalités de leur paiement. Elles ne pourront être supérieures à 500 euros.

§ 2. Le contrevenant est informé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de la sanction administrative qu'il risque d'encourir. Le Gouvernement détermine également la procédure applicable pour permettre au contrevenant de faire valoir ses observations par audition, les règles de notification de la décision d'appliquer l'amende et les modalités de paiement.

§ 3. Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision d'appliquer l'amende. Ce recours est introduit, sous peine de forclusion, dans le mois de la notification de la décision d'appliquer l'amende par voie de requête devant le tribunal de police, selon la procédure civile.

Le recours devant le tribunal de police est un recours de pleine juridiction. Il est suspensif. Le jugement du tribunal n'est pas susceptible d'appel.

§ 4. En cas de défaut de paiement de l'amende administrative dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'amende peut être recouvrée par contrainte. La contrainte est visée et déclarée exécutoire par les membres du personnel de la société d'exploitation désignés à cet effet par le Gouvernement, lequel fixe également la procédure de notification dans les délais applicables. La contrainte est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution. Le paiement de l'amende éteint l'action publique.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales**Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires*

Art. 40. Sont abrogés :

1^o la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis;

2^o l'arrêté royal du 19 mars 1975 relatif aux services de location de voitures avec chauffeur.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 41. Les titulaires d'autorisations d'exploiter un service de taxis délivrées sous l'empire de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis sont autorisés à céder leur autorisation conformément à l'article 7 de cette loi dans un délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 42. Les personnes physiques ou morales qui exploitent effectivement un service de location de voitures avec chauffeur au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont tenues de demander l'autorisation d'exploiter dans les six mois de l'entrée en vigueur du décret.

A défaut de demande dans le délai fixé à l'alinéa 1^{er}, l'exploitant est censé exploiter un service de location de voitures avec chauffeur sans autorisation.

Art. 43. Les personnes physiques ou morales qui exploitent effectivement un service de taxis collectifs au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont tenues de demander l'autorisation d'exploiter dans les six mois de l'entrée en vigueur du décret.

A défaut de demande dans le délai fixé à l'alinéa 1^{er}, l'exploitant est censé exploiter un service de taxis collectifs sans autorisation.

Art. 44. Les personnes physiques ou morales qui exploitent effectivement un service de transport d'intérêt général au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont tenues de faire leur déclaration au Gouvernement dans les six mois de l'entrée en vigueur du décret.

A défaut de déclaration dans le délai fixé, l'exploitant est censé effectuer, sans autorisation, un transport rémunéré de personnes au sens de l'article 1^{er}, 1^o à 3^o.

Section 3. — Disposition finale

Art. 45. Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le Gouvernement.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 18 octobre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*
Documents du Parlement wallon 640 (2006-2007), n^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 17 octobre 2007.
Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4501

[2007/203364]

**18. OKTOBER 2007 — Dekret über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung
von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Taxidienste: die Dienste, die die bezahlte Beförderung von Personen mit von einem Fahrer gefahrenen Kraftfahrzeugen gewährleisten und den folgenden Bedingungen genügen:

— das Fahrzeug, das ein Wagen, ein Kombiwagen oder ein Kleinbus im Sinne des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technische Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, Bestandteile und Sicherheitszubehör sein kann, ist je nach seiner Bauart und seiner Ausrüstung in der Lage, höchstens neun Personen - einschließlich des Fahrers - zu befördern und ist dazu bestimmt;

— das Fahrzeug wird der Allgemeinheit entweder an einem auf öffentlicher Straße im Sinne der allgemeinen Straßenverkehrsordnung bestimmten Standplatz oder an jedem anderen Ort, der für den öffentlichen Verkehr nicht offen ist, zur Verfügung gehalten;

— die Zurverfügungstellung betrifft das Fahrzeug und nicht jeden der Sitzplätze;

— die Bestimmung wird vom Kunden festgesetzt;

2° im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätige Dienste: die im Bereich der bezahlten Beförderung von Personen mit Kraftfahrzeugen tätigen Dienste, die weder Taxidienste noch Sammeltaxidienste sind und die mit Fahrzeugen arbeiten, die je nach deren Bauart und deren Ausrüstung in der Lage sind, höchstens neun Personen - einschließlich des Fahrers - zu befördern und dazu bestimmt sind, und die einer der folgenden Bedingungen genügen:

— der Wagen wird der Allgemeinheit zwecks entweder einer Feierlichkeit oder einer Fahrt von mindestens drei Stunden zur Verfügung gestellt;

— der Wagen ist für die Beförderung der Kunden eines bestimmten Hotels reserviert;

— der Wagen wird einer bestimmten Person aufgrund eines Vertrags zur Verfügung gestellt, der eine Gesamtheit von Leistungen betrifft, die im Laufe eines Zeitraums von mindestens sieben auf einander folgenden Tagen zu erbringen sind;

3° Sammeltaxidienste: die Dienste, die die bezahlte Beförderung von Personen mit von einem Fahrer gefahrenen Kraftfahrzeugen gewährleisten und den folgenden Bedingungen genügen:

— das Fahrzeug, das ein Wagen, ein Kombiwagen oder ein Kleinbus im Sinne des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technische Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, Bestandteile und Sicherheitszubehör sein kann, ist je nach seiner Bauart und seiner Ausrüstung in der Lage, höchstens neun Personen - einschließlich des Fahrers - zu befördern und ist dazu bestimmt;

— die Zurverfügungstellung betrifft jeden der Sitzplätze des Fahrzeugs und nicht das Fahrzeug selbst;

— die Bestimmung wird vom Kunden festgesetzt;

4° Transportdienste allgemeinen Interesses: die Dienste, die die bezahlte Beförderung von Personen mit von einem Fahrer gefahrenen Kraftfahrzeugen gewährleisten, deren Leistungen von durch die Regierung gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten zugelassenen Einrichtungen erfüllt werden und die den folgenden Bedingungen genügen:

— das Fahrzeug, das ein Wagen, ein Kombiwagen oder ein Kleinbus im Sinne des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technische Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, Bestandteile und Sicherheitszubehör sein kann, ist je nach seiner Bauart und seiner Ausrüstung in der Lage, höchstens neun Personen - einschließlich des Fahrers - zu befördern und ist dazu bestimmt;

— die Zurverfügungstellung betrifft jeden der Sitzplätze des Fahrzeugs und nicht das Fahrzeug selbst;

— die Bestimmung wird vom Kunden festgesetzt;

— der Preis der Dienstleistung entspricht höchstens dem den Beamten der Wallonischen Region für ihre Dienstfahrten gewährten Kilometergeld oder einem Pauschalbetrag, der die für die von den Taxidiensten für die Übernahme angewandte Grundgebühr nicht überschreiten kann;

5° Regierung: die Regierung der Wallonischen Region;

6° Rat: der Gemeinderat der Gemeinde, wo der Betreiber seinen Taxidienst betreibt oder wo er vorhat, diesen zu betreiben;

7° Kollegium: das Gemeindegremium der Gemeinde, wo der Betreiber seinen Taxidienst betreibt oder wo er vorhat, diesen zu betreiben.

Art. 2 - Das vorliegende Dekret findet keine Anwendung auf den Kranken- und Sanitärtransport so wie er durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 29. April 2004 über die Organisation des Kranken- und Sanitärtransports geregelt ist.

KAPITEL II — Bestimmungen in Bezug auf die Taxidienste

Abschnitt 1 — Die Genehmigung

Art. 3 - Keiner darf ohne vorherige Genehmigung des Kollegiums einen Taxidienst mittels eines bzw. mehrerer Fahrzeuge ab der öffentlichen Straße oder einem Ort betreiben, der für den öffentlichen Verkehr nicht offen ist und auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt.

Art. 4 - Die Bedingungen für den Betrieb eines Taxidienstes werden durch den Rat innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen festgesetzt.

Unter Einhaltung der von dem Rat festgesetzten Bedingungen wird die Genehmigung zur Betreibung eines Taxidienstes durch das Kollegium ausgestellt.

Der Rat setzt den anwendbaren Tarif innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen fest. Wenn die Anwendung eines bestimmten Tarifs nicht in den Bedingungen der Genehmigung vorgeschrieben ist, setzt das Kollegium diesen Tarif auf Vorschlag des Betreibers fest.

Das Kollegium kann nur eine einzige Genehmigung pro Betreiber ausstellen. In der Genehmigung wird die Anzahl Fahrzeuge, für die sie ausgestellt worden ist, erwähnt; es wird ebenfalls angegeben, ob auf öffentlicher Straße befindliche Standplätze verwendet werden können oder nicht.

Art. 5 - Die Betriebsgenehmigungen werden unter Berücksichtigung des Allgemeinutzens des Taxidienstes innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen ausgestellt.

Art. 6 - Die Genehmigung wird auf der Grundlage einer vom Kollegium durchgeführten Untersuchung ausgestellt, die die moralischen Garantien, die berufliche Qualifikation und die Zahlungsfähigkeit des Antragstellers betrifft.

Die Regierung kann die aufgrund des 1. Absatzes von den Betreibern erforderten Bedingungen in Sachen moralische Garantien, berufliche Qualifikation und Zahlungsfähigkeit sowie die von den Fahrern erforderten Bedingungen in Sachen moralische Garantien und berufliche Qualifikation festsetzen.

Wenn die Betriebsgenehmigung zugunsten einer juristischen Person ausgestellt wird, müssen die Bedingungen, denen die natürlichen Personen genügen müssen, um Inhaber der Genehmigung zu sein, während der ganzen Dauer der Betreibung vom mit der täglichen Verwaltung beauftragten statutarischen Organ dieser juristischen Person eingehalten werden.

Art. 7 - Die Betriebsgenehmigungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Wenn die Regierung nicht innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags befunden hat, kann die Genehmigung vom Kollegium ausgestellt werden.

Art. 8 - § 1 - Die Dauer der Genehmigung, einen Taxidienst zu betreiben, beträgt fünf Jahre. Sie kann für weitere gleich lange Zeiträume erneuert werden.

Sie kann für einen Zeitraum von weniger als fünf Jahren gewährt bzw. erneuert werden, wenn besondere Umstände, die in der Genehmigungs- bzw. Erneuerungsurkunde stehen, diese Abweichung begründen.

§ 2 - Die Erneuerung der Genehmigung wird in den folgenden Fällen verweigert:

1° wenn der Betreiber die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse oder der Betriebsbedingungen nicht eingehalten hat;

2° wenn der Betreiber den Bedingungen in Sachen Sittlichkeit, berufliche Qualifikation oder Zahlungsfähigkeit nicht mehr genügt;

3° wenn der Betreiber die im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht beachtet;

4° wenn der Betreiber die kommunale Regelung in Sachen Taxidienste nicht beachtet.

§ 3 - Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen bestimmt der Rat das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung der Anträge auf Erneuerung sowie die Form der Genehmigungen und Angaben, die darin stehen müssen.

§ 4 - Die Erneuerung der Genehmigung unterliegt der Genehmigung der Regierung.

Wenn die Regierung nicht innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags befunden hat, kann die Erneuerung vom Kollegium gewährt werden.

Art. 9 - § 1 - Die Genehmigung kann nur einer natürlichen oder juristischen Person ausgestellt werden, die entweder Eigentümer des bzw. der Fahrzeuge ist oder kraft eines Teilzahlungsverkaufsvertrags, eines Mietfinanzierungsvertrags oder eines Mietkaufvertrags über sie verfügt.

§ 2 - In Abweichung von § 1 kann das Kollegium dem Inhaber einer Genehmigung, dessen Fahrzeug vorläufig wegen eines Unfalls, einer schweren mechanischen Panne, eines Brandes oder eines Diebstahls nicht verfügbar ist, erlauben, seinen Dienst mit einem Ersatzfahrzeug zu leisten, dessen Besitzer er nicht ist oder über welches er nicht kraft eines Teilzahlungsverkaufsvertrags, eines Mietfinanzierungsvertrags oder eines Mietkaufvertrags verfügt.

Diese Genehmigung kann nur für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten gewährt werden und kann nicht erneuert werden.

Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen bestimmt der Rat das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung des Antrags auf Genehmigung, dessen Form und die Angaben, die darin stehen müssen, sowie die Anforderungen, denen alle Ersatzfahrzeuge genügen müssen.

Art. 10 - Es kann den Betreibern eines Taxidienstes erlaubt werden, für den Betrieb ihres Dienstes über Ersatzfahrzeuge, deren Besitzer sie sind oder über welche sie kraft eines Teilzahlungsverkaufsvertrags, eines Mietfinanzierungsvertrags oder eines Mietkaufvertrags verfügen.

Die Ersatzfahrzeuge müssen mindestens so ausgerüstet sein, dass sie als Taxi zu gebrauchen sind.

Diese Fahrzeuge dürfen nicht im Sinne von Artikel 11 vermietet werden.

In der Betriebsgenehmigung wird gegebenenfalls die Anzahl der Ersatzfahrzeuge, die der Betreiber besitzen darf, angegeben.

Art. 11 - Die Vermietung in was auch immer für eine Form des bzw. der Fahrzeuge durch den Betreiber an jegliche Person, die es fährt oder fahren lässt, ist verboten.

Art. 12 - Ein Ablehnungsbeschluss oder das Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb von fünf Monaten nach dem Einreichen des Antrags kann Gegenstand eines Einspruchs bei der Regierung sein.

Dieser Einspruch muss je nach Fall innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung der Ablehnung oder innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Ablaufdatum der dreimonatigen Frist, die auf die Einreichung des Antrags folgt, mittels der von der Regierung festgesetzten Mittel eingereicht werden.

Die Regierung befindet innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs.

Art. 13 - § 1 - Die Genehmigung ist persönlich und nicht übertragbar.

§ 2 - Vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung des Kollegiums und der Billigung der Regierung, so wie in Artikel 7 des vorliegenden Dekrets vorgesehen,

1° können jedoch der Ehepartner, der gesetzlich zusammenwohnende Partner, die Verwandten oder angeheirateten Verwandten bis zum zweiten Grad bei Ableben oder dauernder Arbeitsunfähigkeit des Inhabers der Genehmigung den Taxidienst unter denselben Bedingungen und bis zum durch die Genehmigung festgesetzten Zeitpunkt weiterführen;

2° kann jedoch eine juristische Person den Betrieb einer natürlichen Person, die Inhaber der Genehmigung ist, nur dann weiterführen, wenn Letztere die Genehmigung in diese juristische Person, die sie gründet, einbringt und dies solange sie deren Mehrheitsgesellschafter ist und das statutarische Organ darstellt, das mindestens drei Jahre lang mit der täglichen Führung beauftragt ist.

§ 3 - In Abweichung von Absatz 1 kann der Inhaber einer Genehmigung, der einen Taxidienst während mindestens zehn Jahren vor der Antragstellung ununterbrochen betrieben hat und der die Betreibung des Taxidienstes aufgibt, unter den folgenden Bedingungen und vorbehaltlich der Genehmigung des Kollegiums seine Betriebsgenehmigung völlig abtreten:

1° der Antragsteller muss allen seinen Verpflichtungen während mindestens zehn Jahren genügt haben;

2° der potentielle Übernehmer muss allen im vorliegenden Dekret festgesetzten Bedingungen für die Gewährung einer Betriebsgenehmigung für einen Taxidienst genügen.

Die Betriebsgenehmigung kann bei deren Veräußerung geteilt werden.

Derjenige, der die Betreibung eines Taxidienstes aufgegeben hat und der seine Genehmigung einem Dritten abgetreten hat, kann während zehn Jahren nach der Veräußerung bei derselben Gemeinde keinen Betriebsantrag mehr einreichen.

§ 4 - Die Ablehnungsbeschluss oder das Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb von fünf Monaten nach dem Einreichen des Antrags kann Gegenstand eines Einspruchs bei der Regierung sein.

Dieser Einspruch muss je nach Fall innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung der Ablehnung oder innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Ablaufdatum der dreimonatigen Frist, die auf die Einreichung des Antrags folgt, mittels der von der Regierung festgesetzten Mittel eingereicht werden.

Die Regierung befindet innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs.

Art. 14 - Wenn der Betreiber die Anzahl der während der Gültigkeitsdauer seiner Genehmigung benutzten Fahrzeuge erhöhen bzw. verringern möchte, kann das Kollegium die Anzahl der in der Genehmigungsurkunde stehenden Fahrzeuge auf seinen Antrag hin und für den bis zum Ablauf seiner Genehmigung bleibenden Zeitraum ändern.

Der Beschluss wird gemäß dem Verfahren und den Bedingungen, die auf den Antrag auf Genehmigung anwendbar sind, gefasst.

Art. 15 - § 1 - Durch Beschluss des Kollegiums kann die in Artikel 3 vorgesehene Genehmigung für einen bestimmten Zeitraum aus einem der in Artikel 8 § 2 angegebenen Gründe entzogen bzw. aufgehoben werden.

§ 2 - Die Entzugs- bzw. Aufhebungsbeschluss kann Gegenstand eines Einspruchs bei der Regierung sein.

Der Einspruch muss innerhalb von acht Tagen nach der Zustellung des Beschlusses mittels der von der Regierung festgesetzten Mittel eingereicht werden.

Die Regierung befindet innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs.

Art. 16 - Die auf der Grundlage des Artikels 3 ausgestellten Genehmigungen können Anlass zur Erhebung einer jährlichen und unteilbaren Gebühr zu Lasten der natürlichen bzw. juristischen Person, die die Genehmigung in Anspruch nimmt, geben.

Diese Gebühr wird von der Gemeinde innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen erhoben. Sie wird den Betrag von 600 Euro pro Fahrzeug nicht überschreiten dürfen. Die in diesem Artikel erwähnte Gebühr ist für das ganze Jahr geschuldet, dies unabhängig vom Zeitpunkt, zu welchem die Genehmigung ausgestellt worden ist. Sie ist am 1. Januar des Kalenderjahres oder zum Zeitpunkt der Ausstellung der Genehmigung geschuldet.

Die Verringerung der Anzahl Fahrzeuge gibt keinen Anlass zu Rückerstattung der Gebühr. Dies gilt ebenfalls für die Aufhebung bzw. den Entzug einer Genehmigung oder für die Außerbetriebsetzung eines bzw. mehrerer Fahrzeuge aus was auch immer für einen Grund.

Das Einreichen einer Klage setzt das Recht auf Beitreibung der Gebühr nicht außer Kraft.

Der oben erwähnte Höchstbetrag kann von der Wallonischen Regierung den Schwankungen des Index der Verbraucherpreise angepasst werden.

Abschnitt 2 — Das Parken

Art. 17 - Jeder Betreiber, dem das Kollegium eine Genehmigung für das Betreiben eines Taxidienstes gewährt hat, darf seine Fahrzeuge, für welche die Genehmigung gemäß den Bestimmungen des Artikels 4 ausgestellt worden ist, auf jedem für Taxi reservierten Parkplatz, der auf offener Straße liegt und nicht besetzt ist, oder auf jedem Parkplatz, der nicht auf offener Straße liegt und dessen Eigentümer er ist oder dessen Nutzungsrecht er hat, parken.

Auf keinen Fall darf die Anzahl der Wagen, die auf einem auf offener Straße liegenden Parkplatz stehen, die Anzahl der dort vorgesehenen Parkplätze überschreiten.

KAPITEL III — Bestimmungen bezüglich der im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

Abschnitt 1 — Die Genehmigung

Art. 18 - Keiner darf ohne vorherige Genehmigung der Regierung einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst mittels eines bzw. mehrerer Fahrzeuge auf dem Gebiet der Wallonischen Region betreiben.

Die Regierung setzt die Bedingungen fest, zu denen eine von einer anderen Region ausgestellte Genehmigung auf dem Gebiet der Wallonischen Region gültig bleibt.

Art. 19 - § 1 - Die Betriebsbedingungen für die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste werden von der Regierung festgesetzt. Sie festigen mindestens die Anwendung der folgenden Grundsätze:

1° der Betreiber muss seine Haftpflicht für die den beförderten Personen oder Dritten während seines Dienstes zugefügten Schäden decken, indem er einen Vertrag bei einer Versicherungsgesellschaft abschließt, dies ohne Begrenzung der Schadenbetrags, weder je Fahrzeug noch je Schadensfall;

2° das für den Betrieb des Dienstes verwendete Fahrzeug muss den Fahrgästen den Komfort und die Qualität bieten, die die Kundschaft erwarten darf.

Diese Kriterien können von der Regierung bestimmt werden;

3° jede Fahrzeugvermietung gibt Anlass zu einer Eintragung in einem am Betriebssitz geführten Register, in dem das Datum und die Uhrzeit der Bestellung sowie der genaue Gegenstand des Mietvertrags und die angewandten Tarife stehen müssen.

Dieses Register kann in informatisierter Form geführt werden;

4° das Fahrzeug darf nur gemäß einem mit dem von der Regierung bestimmten Muster übereinstimmenden schriftlichen Vertrag einer natürlichen bzw. juristischen Person zur Verfügung gestellt werden; eine Kopie dieses Vertrags muss sich am Betriebssitz und eine andere im Fahrzeug befinden, wenn die Unterzeichnung des Vertrags vor dem Einsteigen der Fahrgäste stattfindet; in den anderen Fällen muss sich das Original im Fahrzeug befinden;

5° an Bord des Fahrzeugs muss sich ein tägliches Fahrtenblatt befinden, auf dem die Angaben in Bezug auf die Fahrten des Fahrzeugs stehen;

6° das Fahrzeug darf auf offener Straße oder auf einem der Allgemeinheit zugänglichen privaten Verkehrsweg weder stehen noch fahren, wenn es nicht Gegenstand einer vorherigen Vermietung am Betriebssitz gewesen ist;

7° der Mietvertrag darf nur das Fahrzeug und keine einzelnen Plätze im Fahrzeug betreffen;

8° das Fahrzeug muss mit einem Erkennungszeichen versehen sein, das am vorderen und am hinteren Teil des Fahrzeugs angebracht ist;

9° es darf kein äußeres oder inneres Zeichen tragen, das die zum Betrieb eines Taxidienstes verwendeten Fahrzeuge kennzeichnet oder daran erinnert, wie z.B. Taxameter, Leuchtschilder, Beschriftungen und Mobilfunksprechanlage;

10° das Fahrzeug muss einer periodischen Kontrolle unterzogen werden, die dazu bestimmt ist, zu prüfen, ob es allen Betriebsbedingungen noch genügt.

§ 2 - Die Genehmigung, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst zu betreiben, wird von der Regierung ausgestellt.

Diese setzt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung der Anträge auf Genehmigung sowie die beizufügenden Anlagen fest und bestimmt die Form der Genehmigungen und die Angaben, die darin stehen müssen.

Es kann nur eine einzige Genehmigung pro Betreiber ausgestellt werden. In der Genehmigung wird die Anzahl der Fahrzeuge, für welche sie ausgestellt wird, angegeben und festgesetzt.

Art. 20 - Die Genehmigung, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst zu betreiben, wird jeder natürlichen bzw. juristischen Person, die es beantragt, zu den in Artikel 21 festgesetzten Bedingungen gewährt.

Art. 21 - Die Genehmigung wird auf der Grundlage einer Untersuchung ausgestellt, die die moralischen Garantien, die berufliche Qualifikation und die Zahlungsfähigkeit des Antragstellers betrifft.

Die Regierung kann die aufgrund des 1. Absatzes von den Betreibern erforderten Bedingungen in Sachen moralische Garantien, berufliche Qualifikation und Zahlungsfähigkeit sowie die von den Fahrern erforderten Bedingungen in Sachen moralische Garantien und berufliche Qualifikation festsetzen.

Wenn die Betriebsgenehmigung zugunsten einer juristischen Person ausgestellt wird, müssen die Bedingungen, denen die natürlichen Personen genügen müssen, um Inhaber der Genehmigung zu sein, während der ganzen Dauer der Betreibung vom mit der täglichen Verwaltung beauftragten statutarischen Organ dieser juristischen Person eingehalten werden.

Art. 22 - § 1 - Die Dauer der Genehmigung, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst zu betreiben, beträgt fünf Jahre. Sie kann für weitere gleich lange Zeiträume erneuert werden.

Sie kann für eine Zeitraum von weniger als fünf Jahren gewährt bzw. erneuert werden, wenn besondere Umstände, die in der Genehmigungs- bzw. Erneuerungsurkunde stehen, diese Abweichung begründen.

§ 2 - In den folgenden Fällen kann die Erneuerung verweigert werden:

1° wenn der Betreiber die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, der in dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse oder der Betriebsbedingungen nicht eingehalten hat;

2° wenn der Betreiber den Bedingungen in Sachen Sittlichkeit, berufliche Qualifikation oder Zahlungsfähigkeit nicht mehr genügt;

3° wenn der Betreiber die im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit anwendbare Gesetzgebung nicht beachtet.

§ 3 - Die Regierung setzt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung der Anträge auf Erneuerung sowie die Form der Genehmigung und der Angaben, die darin stehen müssen, fest.

Art. 23 - § 1 - Die Genehmigung kann nur einer natürlichen oder juristischen Person ausgestellt werden, die entweder Eigentümer des bzw. der Fahrzeuge ist oder kraft eines Teilzahlungsverkaufsvertrags, eines Mietfinanzierungsvertrags oder eines Mietkaufvertrags über sie verfügt.

§ 2 - In Abweichung von § 1 kann dem Inhaber einer Genehmigung, dessen Fahrzeug vorläufig wegen eines Unfalls, einer schweren mechanischen Panne, eines Brandes oder eines Diebstahls nicht verfügbar ist, ausnahmsweise erlaubt werden, seinen Dienst mit einem Ersatzfahrzeug zu leisten, dessen Besitzer er nicht ist oder über welches er nicht kraft eines Teilzahlungsverkaufsvertrags, eines Mietfinanzierungsvertrags oder eines Mietkaufvertrags verfügt.

Diese Genehmigung kann nur für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten gewährt werden und kann nicht erneuert werden.

Die Regierung setzt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung des Antrags auf Genehmigung sowie dessen Form und die Angaben, die darin stehen müssen, fest.

Art. 24 - Die Vermietung in was auch immer für eine Form des bzw. der Fahrzeuge durch den Betreiber an jegliche Person, die es fährt oder fahren lässt, ist verboten.

Art. 25 - Die Betriebsgenehmigung ist persönlich, unteilbar und nicht übertragbar.

Art. 26 - Wenn der Betreiber die Anzahl der während der Gültigkeitsdauer seiner Genehmigung benutzten Fahrzeuge erhöhen bzw. verringern möchte, verändert die Regierung die Anzahl der in der Genehmigungsurkunde stehenden Fahrzeuge auf seinen Antrag hin und für den bis zum Ablauf seiner Genehmigung bleibenden Zeitraum.

Der Beschluss wird gemäß dem Verfahren und den Bedingungen, die auf den Antrag auf Genehmigung anwendbar sind, gefasst.

Art. 27 - Durch Beschluss der Regierung kann die in Artikel 18 vorgesehene Genehmigung für einen bestimmten Zeitraum aus einem der in Artikel 22 § 2 angegebenen Gründen entzogen bzw. aufgehoben werden.

Die Regierung bestimmt das Verfahren zum Entzug und zur Aufhebung der Betriebsgenehmigungen.

Art. 28 - Die auf der Grundlage des Artikels 18 ausgestellten Genehmigungen können Anlass zur Erhebung einer jährlichen und unteilbaren Gebühr zu Lasten der natürlichen bzw. juristischen Person, die Inhaber der Genehmigung ist, geben.

Diese Gebühr wird von der Regierung gemäß en von ihre bestimmten Modalitäten und Bedingungen erhoben. Sie wird den Betrag von 250 Euro nicht überschreiten dürfen. Die in diesem Artikel erwähnte Gebühr ist für das ganze Jahr geschuldet, dies unabhängig vom Zeitpunkt, zu welchem die Genehmigung ausgestellt worden ist. Sie ist am 1. Januar des Kalenderjahres oder zum Zeitpunkt der Ausstellung der Genehmigung geschuldet.

Die Verringerung der Anzahl Fahrzeuge gibt keinen Anlass zu Rückerstattung der Gebühr. Dies gilt ebenfalls für die Aufhebung bzw. den Entzug einer Genehmigung oder für die Außerbetriebsetzung eines bzw. mehrerer Fahrzeuge aus was auch immer für einen Grund.

Das Einreichen einer Klage setzt das Recht auf Beitreibung der Gebühr nicht außer Kraft.

Der oben erwähnte Höchstbetrag kann von der Wallonischen Regierung den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise angepasst werden.

Abschnitt 2 — Das Parken

Art. 29 - Der Betreiber, dem die Regierung eine Genehmigung für das Betreiben eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes gewährt hat, darf seine Fahrzeuge, die nicht im Betrieb sind, nur auf nicht auf öffentlicher Straße befindlichen Parkplätzen abstellen, die sich in einem Gebäude oder in einer Garage befinden, das/die im Besitz des Betreibers des Dienstes ist oder über das/die er verfügt und das/die den Betriebssitz des Dienstes darstellt.

KAPITEL IV — Bestimmungen in Bezug auf die Sammeltaxidienste

Art. 30 - Keiner darf ohne Genehmigung der Regierung einen Sammeltaxidienst mittels eines bzw. mehrerer Fahrzeuge auf dem Gebiet der Wallonischen Region betreiben.

Art. 31 - § 1 - Die Bedingungen für den Betrieb der Sammeltaxidienste werden von der Regierung festgesetzt. Sie festigen mindestens die Anwendung der folgenden Grundsätze:

1° der Betreiber muss seine Haftpflicht für die den beförderten Personen oder Dritten während seines Dienstes zugefügten Schäden decken, indem er einen Vertrag bei einer Versicherungsgesellschaft abschließt, dies ohne Begrenzung der Schadenbetrags, weder je Fahrzeug noch je Schadensfall;

2° jede Dienstleistung gibt Anlass zu einer Eintragung in einem am Betriebssitz geführten Register, in dem das Datum und die Uhrzeit der Bestellung sowie die angewandten Tarife stehen müssen.

Dieses Register kann in informatisierter Form geführt werden;

3° an Bord des Fahrzeugs muss sich ein tägliches Fahrtenblatt befinden, auf dem die Angaben in Bezug auf die Fahrten des Fahrzeugs stehen;

4° das Fahrzeug darf auf offener Straße oder auf einem der Allgemeinheit zugänglichen privaten Verkehrsweg weder stehen noch fahren, wenn es nicht in Betrieb ist;

5° das Fahrzeug muss mit einem Erkennungszeichen versehen sein, das am vorderen und am hinteren Teil angebracht ist;

6° das Fahrzeug muss einer periodischen Kontrolle unterzogen werden, die dazu bestimmt ist, zu prüfen, ob es allen Betriebsbedingungen noch genügt;

7° die Sammeltaxidienste können die öffentlichen Verkehrsdienste in Partnerschaft mit den öffentlichen Verkehrsgesellschaften unterstützen.

§ 2 - Die Genehmigung, einen Sammeltaxidienst zu betreiben, wird von der Regierung ausgestellt.

Diese setzt das Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung der Anträge auf Genehmigung sowie die beizufügenden Anlagen fest und bestimmt die Form der Genehmigungen und die Angaben, die darin stehen müssen.

Es kann nur eine einzige Genehmigung pro Betreiber ausgestellt werden. In der Genehmigung wird die Anzahl der Fahrzeuge, für welche sie ausgestellt wird, angegeben.

Art. 32 - Die in den Artikeln 19 bis 29 des vorliegenden Dekrets enthaltenen Bestimmungen sind mit Ausnahme von Artikel 19 § 1 7° auf die Sammeltaxidienste anwendbar.

KAPITEL V — Bestimmungen bezüglich der Transportdienste allgemeinen Interesses

Art. 33 - Keiner darf einen Transportdienst allgemeinen Interesses in der Wallonischen Region betreiben, ohne dies vorher bei der Regierung angemeldet zu haben.

Die Regierung bestimmt die Form der Erklärung und die Angaben, die darin stehen müssen.

Art. 34 - Die Betriebsbedingungen für die Transportdienste allgemeinen Interesses werden von der Regierung festgesetzt.

KAPITEL VI — Gemischte Benutzung

Art. 35 - Der Betreiber eines Taxidienstes, der über eine Genehmigung gemäß Artikel 3 verfügt, kann ein Taxi zur Betreibung eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes oder eines Sammeltaxidienstes verwenden, dies vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung und der Einhaltung des einschlägigen Bedingungen.

In Abweichung von Artikel 19 § 1 9° dürfen ein Taxameter und die Mobilfunksprechanlage sowie die inneren Kennzeichen der Taxis im zur Betreibung eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes verwendeten Taxi bleiben.

KAPITEL VII — Bestimmungen bezüglich der umweltfreundlichen Fahrzeuge und der Fahrzeuge, die die Integration der Personen mit eingeschränkter Mobilität fördern

Art. 36 - Die in den Artikeln 16 und 28 des vorliegenden Dekrets erwähnten Gebühren werden innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen und Bedingungen zugunsten der folgenden Fahrzeuge verringert:

— Fahrzeuge, die mit Biokraftstoff, so wie er in der Richtlinie 2003/30/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Mai 2003 zur Verwendung von Biokraftstoffen oder anderen erneuerbaren Kraftstoffen im Verkehrssektor bestimmt, betrieben werden;

— Fahrzeuge, die weniger als 115 Gramm CO₂ pro Kilometer ausstoßen.

Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen und Bedingungen und der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel wird eine Prämie für den Erwerb von Hybridfahrzeugen gewährt, die für die in Artikel 1 1° bis 3° des vorliegenden Dekrets erwähnten Dienste verwendet werden.

Art. 37 - Die in den Artikeln 16 und 28 des vorliegenden Dekrets erwähnten Gebühren werden innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen und Bedingungen zugunsten der für den Transport von Personen mit eingeschränkter Mobilität angepassten Fahrzeuge verringert

KAPITEL VIII — Überwachung und Strafmaßnahmen

Art. 38 - § 1 - Diejenigen, die einen Taxidienst, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst oder einen Sammeltaxidienst ohne Genehmigung betreiben, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Monaten und einer Geldstrafe von 10 bis 250 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Dieselben Strafen gelten für jede Person, die ein den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse unterliegendes Fahrzeug derart optisch verändert hat, dass es wie ein Taxi, ein Mietauto mit Fahrer oder ein Sammeltaxi aussieht, obwohl dieses Fahrzeug je nach Fall nicht Gegenstand einer Genehmigung, einen Taxidienst, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst oder einen Sammeltaxidienst zu betreiben, gewesen ist.

Der Richter wird die Beschlagnahme des Fahrzeugs bzw. der Fahrzeuge, mit dem/denen die Straftat begangen worden ist, anordnen können. Gehört das Fahrzeug nicht dem Verurteilten sondern einer anderen Person, so kann die Beschlagnahme erst nachdem der Eigentümer des Gutes zum Prozess vorgeladen worden ist und die Möglichkeit erhalten hat, seine Verteidigungsgründe geltend zu machen, angeordnet werden.

§ 2 - Diejenigen, die einen anderen Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder gegen die Bedingungen der Betriebsgenehmigung, die nicht die in Artikel 39 erwähnten Bedingungen sind, begehen, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Monaten und einer Geldstrafe von 1 bis 250 Euro oder mit nur einer dieser Strafen bestraft, dies vorbehaltlich des etwaigen Schadenersatzes.

§ 1 Absatz 3 des vorliegenden Artikels ist ebenfalls auf diese Verstöße anwendbar.

§ 3 - Die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf diese Verstöße anwendbar.

Art. 39 - § 1 - Administrative Geldbußen können von dem zu diesem Zweck von der Regierung beauftragten Beamten für jeden Verstoß gegen Artikel 19 § 1 2° bis 10°, gegen Artikel 31 § 1 2° bis 6° und gegen Artikel 34 sowie gegen die Durchführungserlasse des vorliegenden Dekrets auferlegt werden.

Die Regierung bestimmt den Betrag der administrativen Geldbußen sowie die Frist und die Modalitäten für deren Zahlung. Sie werden den Betrag von 500 Euro nicht überschreiten dürfen.

§ 2 - Der Zuwiderhandelnde wird gemäß den von der Regierung festgesetzten Modalitäten über die administrative Strafe, die ihm auferlegt werden kann, informiert. Die Regierung bestimmt ebenfalls das anwendbare Verfahren, das es dem Zuwiderhandelnden möglich macht, seine Bemerkungen durch Anhörung geltend zu machen, die Regeln für die Zustellung des Beschlusses, die Geldbuße aufzuerlegen, und die Zahlungsmodalitäten.

§ 3 - Der Zuwiderhandelnde hat das Recht, einen Einspruch gegen den Beschluss, die Geldbuße aufzuerlegen, einzulegen. Dieser Einspruch wird bei Strafe von Verfall innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses, die Geldbuße aufzuerlegen, mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht gemäß dem zivilrechtlichen Verfahren eingelegt.

Der Einspruch beim Polizeigericht ist eine Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung. Er hat aufschiebende Wirkung. Gegen das Urteil des Gerichts kann kein Einspruch eingelegt werden.

§ 4 - In Ermangelung der Zahlung der administrativen Geldbuße innerhalb der von der Regierung festgesetzten Fristen kann die Geldbuße per Zwangseintreibung eingezogen werden. Die Zwangseintreibung wird mit einem Sichtvermerk versehen und von den zu diesem Zweck von der Regierung benannten Mitgliedern des Personals der Betriebsgesellschaft rechtskräftig erklärt, wobei die Regierung ebenfalls das Verfahren für die Zustellung innerhalb der anwendbaren Fristen festsetzt. Die Zwangseintreibung unterliegt den Bestimmungen, die im fünften Teil des Strafgesetzbuches bezüglich der Sicherungspfändung und der Durchführungsmittel enthalten sind. Die Zahlung der Strafe beendet die Strafverfolgung.

KAPITEL IX — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Aufhebungsbestimmungen

Art. 40 - Werden außer Kraft gesetzt:

1° das Gesetz vom 27. Dezember 1974 über die Taxidienste;

2° der Königliche Erlass vom 19. März 1975 über die Dienste für die Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer.

Abschnitt 2 — Schlussbestimmungen

Art. 41 - Die Inhaber von Genehmigungen zur Betreibung eines Taxidienstes, die aufgrund des Gesetzes vom 27. Dezember 1974 über die Taxidienste ausgestellt worden sind, dürfen ihre Genehmigung gemäß Artikel 7 dieses Gesetzes innerhalb einer Frist von einem Jahr ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets veräußern.

Art. 42 - Die natürlichen oder juristischen Personen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst effektiv betreiben, müssen die Betriebsgenehmigung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des Dekrets beantragen.

In Ermangelung eines Antrags innerhalb der in Absatz 1 festgesetzten Frist wird davon ausgegangen, dass der Betreiber einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen ohne Fahrer tätigen Dienst ohne Genehmigung betreibt.

Art. 43 - Die natürlichen oder juristischen Personen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets einen Sammeltaxidienst effektiv betreiben, müssen die Betriebsgenehmigung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des Dekrets beantragen.

In Ermangelung eines Antrags innerhalb der in Absatz 1 festgesetzten Frist wird davon ausgegangen, dass der Betreiber einen Sammeltaxidienst ohne Genehmigung betreibt.

Art. 44 - Die natürlichen oder juristischen Personen, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets einen Transportdienst allgemeinen Interesses effektiv betreiben, müssen ihre Erklärung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des Dekrets bei der Regierung einreichen.

In Ermangelung einer Erklärung innerhalb der festgesetzten Frist wird davon ausgegangen, dass der Betreiber einen bezahlten Transport von Personen im Sinne von Artikel 1 1° bis 3° ohne Genehmigung durchführt.

Abschnitt 3 — Schlussbestimmungen

Art. 45 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung festgesetzten Tag in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 640 (2006-2007), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. Oktober 2007

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4501

[2007/203364]

**18 OKTOBER 2007. — Decreet betreffende de taxidiensten
en de diensten van verhuur van wagens met chauffeur (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° taxidiensten : de diensten die met chauffeur zorgen voor het bezoldigde vervoer van personen in auto's en die aan alle volgende voorwaarden voldoen :

— het voertuig van het type wagen, auto voor dubbel gebruik of minibus in de zin van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, is, naar constructie en uitrusting, geschikt voor het vervoer van ten hoogste negen personen - de chauffeur inbegrepen - en is daartoe bestemd;

— het voertuig wordt ter beschikking van het publiek gesteld, hetzij op een bepaalde standplaats op de openbare weg in de zin van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, hetzij op eender welke andere plaats die niet voor het openbaar verkeer is opengesteld;

— het voertuig en niet elk van de plaatsen ervan wordt ter beschikking gesteld;

— de bestemming wordt door de cliënt bepaald;

2° diensten voor de verhuur van wagens met chauffeur : de diensten voor het bezoldigd vervoer van personen in auto's die noch taxidiensten noch collectieve taxidiensten zijn en die verzorgd worden door voertuigen die, naar constructie en uitrusting, geschikt zijn voor het vervoer van ten hoogste negen personen - de chauffeur inbegrepen - en die daartoe bestemd zijn en aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

— de wagen wordt ter beschikking van het publiek gesteld ofwel met het oog op een ceremonie, ofwel met het oog op een minimum drie uur durende verplaatsing;

— de wagen wordt voorbehouden voor het vervoer van klanten van een welbepaald hotel;

— de wagen wordt ter beschikking gesteld van een welbepaalde persoon bij een contract dat betrekking heeft op een geheel van prestaties die verricht moeten worden tijdens een periode van minstens zeven opeenvolgende dagen;

3° collectieve taxidiensten : de diensten die met chauffeur zorgen voor het bezoldigde vervoer van personen in auto's en die aan volgende voorwaarden voldoen :

— het voertuig van het type wagen, auto voor dubbel gebruik of minibus in de zin van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, is naar bouwtype en uitrusting geschikt voor het vervoer van ten hoogste negen personen - chauffeur inbegrepen - en is daartoe bestemd;

— het voertuig en niet elk van de plaatsen ervan wordt ter beschikking gesteld;

— de bestemming wordt door de cliënt bepaald;

4° vervoersdiensten van algemeen belang : de diensten die met chauffeur zorgen voor het bezoldigde vervoer van personen in autovoertuigen, die verricht worden door organismen, erkend door de Regering volgens de door haar bepaalde nadere regels, en die aan volgende voorwaarden voldoen :

— het voertuig van het type wagen, auto voor dubbel gebruik of minibus in de zin van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, is naar bouwtype en uitrusting geschikt voor het vervoer van ten hoogste negen personen - chauffeur inbegrepen - en is daartoe bestemd;

— het voertuig en niet elk van de plaatsen ervan wordt ter beschikking gesteld;

— de bestemming wordt door de cliënt bepaald;

— de prijs van de dienst is hoogstens gelijk aan de kilometervergoeding die de ambtenaren van het Waalse Gewest krijgen voor hun reiskosten of is gelijk aan een forfait dat niet meer mag bedragen dan het tarief geldend voor vervoer door taxidiensten;

5° Regering : de Regering van het Waalse Gewest;

6° raad : de gemeenteraad van de gemeente waar de uitbater zijn taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten;

7° college : het gemeentecollege van de gemeente waar de uitbater zijn taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten.

Art. 2. Dit decreet is niet van toepassing op het medisch-sanitair vervoer zoals geregeld bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 29 april 2004 betreffende het medisch-sanitair vervoer.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de taxidiensten*

Afdeling 1. — Vergunning

Art. 3. Niemand mag zonder voorafgaandelijke vergunning van het college een taxidienst uitbaten met één of meer voertuigen vanop de openbare weg of elke andere plaats die niet openstaat voor openbaar verkeer, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 4. De voorwaarden voor de uitbating van een taxidienst worden vastgelegd door de raad, binnen de perken bepaald door de Regering.

Onder de voorwaarden bepaald door de raad wordt de vergunning voor het uitbaten van een taxidienst door het college verstrekt.

De raad legt het geldend tarief vast binnen de perken bepaald door de Regering. Als de uitbatingsvoorwaarden niet een welbepaald tarief opleggen, legt het college het tarief op voorstel van de uitbater.

Het college kan slechts één enkele vergunning per uitbater verstrekken. De vergunning vermeldt het aantal voertuigen waarvoor ze is verstrekt en of gebruik mag worden gemaakt van plaatsen op de openbare weg.

Art. 5. De uitbatingsvergunningen worden verstrekt in functie van het openbaar nut van de dienst, binnen de perken bepaald door de Regering.

Art. 6. De vergunning wordt verstrekt op grond van een onderzoek door het college naar de morele waarborgen, de beroepskwalificatie en de solvabiliteit van de verzoeker.

De Regering kan de voorwaarden inzake moraliteit, beroepskwalificatie en solvabiliteit vereist van de uitbaters krachtens lid 1, evenals de voorwaarden inzake moraliteit en beroepskwalificatie vereist van de chauffeurs bepalen.

Indien de vergunning verstrekt wordt aan een rechtspersoon, moeten de voorwaarden opgelegd aan de natuurlijke personen om houder te zijn van de vergunning verenigd zijn tijdens de gehele duur van de uitbating door het met het dagelijks bestuur belaste statutair orgaan van die rechtspersoon.

Art. 7. De uitbatingsvergunningen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Als de Regering zich niet uitgesproken heeft binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag, kan de vergunning door het college afgeleverd worden.

Art. 8. § 1. De duur van de uitbatingsvergunning voor een taxidienst bedraagt vijf jaar. Ze kan verlengd worden voor termijnen van dezelfde duur.

Ze kan toegekend of verlengd worden voor een termijn van minder dan vijf jaar als bijzondere omstandigheden, opgenomen in de vergunnings- of verlengingsakte, die afwijking verantwoorden.

§ 2. De verlenging van de vergunning wordt geweigerd in volgende gevallen :

1° als de uitbater de bepalingen van dit decreet, de besluiten genomen ter uitvoering ervan of de uitbatingsvoorwaarden niet in acht genomen heeft;

2° als de uitbater niet meer voldoet aan de voorwaarden inzake moraliteit, beroepskwalificatie of solvabiliteit;

3° als de uitbater de wetgeving geldend in het kader van zijn beroepsactiviteit niet in acht neemt;

4° als de uitbater het gemeentelijk reglement op de taxidiensten niet in acht neemt.

§ 3. Binnen de perken vastgelegd door de Regering legt de raad de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de verlengingsaanvragen en de vorm van de vergunningen en de inhoud ervan.

§ 4. De verlenging van de vergunning wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Als de Regering zich niet uitgesproken heeft binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag, kan de verlenging door het college afgeleverd worden.

Art. 9. § 1. De vergunning kan slechts afgeleverd worden aan een natuurlijke- of rechtspersoon die eigenaar is van het of van de voertuigen of die erover beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een financieringshuurcontract of een huurkoopcontract.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het college de houder van een vergunning wiens voertuig tijdelijk onbeschikbaar is wegens een ongeval, ernstige mechanische pech, brand of diefstal, toelaten om zijn dienst waar te nemen met een vervangingsvoertuig waarvan hij niet eigenaar is of waarover hij niet beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een financieringshuurcontract of een huurkoopcontract.

Die toelating geldt slechts voor een maximumperiode van drie maanden en kan niet verlengd worden.

Binnen de perken vastgelegd door de Regering legt de raad de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de vergunningsaanvraag, de vorm en de verplichte inhoud ervan, alsmede de vereisten waaraan de vervangingsvoertuigen moeten voldoen.

Art. 10. De uitbaters van een taxidienst kunnen ertoe gemachtigd worden om voor de uitbating van hun dienst te beschikken over reservevoertuigen waarvan zij eigenaar zijn of waarover zij beschikken bij een contract van verkoop op afbetaling, een financieringshuurcontract of een huurkoopcontract.

De reservevoertuigen moeten minstens uitgerust zijn om een taxidienst te verzorgen.

Die voertuigen mogen niet in huur worden gegeven in de zin van artikel 11.

De uitbatingvergunning vermeldt in voorkomend geval het aantal reservevoertuigen dat de uitbater mag bezitten.

Art. 11. De verhuring, onder eender welke vorm, van het of van de voertuigen aan enigerlei persoon die het of de voertuigen zelf bestuurt of laat besturen is verboden.

Art. 12. Tegen de beslissing tot weigering, of bij gebrek aan beslissing binnen vijf maanden na de indiening van de aanvraag kan bij de Regering beroep ingesteld worden.

Naargelang het geval moet dit beroep bij de middelen bepaald door de Regering worden ingediend binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot weigering of binnen vijftien dagen na de datum waarop de termijn van drie maanden verstrijkt die op de indiening van de aanvraag volgt.

De Regering doet uitspraak binnen drie maanden na het ontvangen van het beroepschrift.

Art. 13. § 1. De vergunning is persoonlijk en onoverdraagbaar.

§ 2. Met de voorafgaandelijke toestemming van het college en goedkeuring van de Regering zoals bepaald in artikel 7 van dit decreet evenwel :

1° mag de echtgenoot (of echtgenote), de wettelijk samenwonende of mogen bloed- of aanverwanten tot de tweede graad bij overlijden of bij blijvende werkonbekwaamheid van de vergunninghouder, onder dezelfde voorwaarden de uitbating van de dienst voortzetten tot het einde van de in de vergunning gestelde termijn;

2° mag een rechtspersoon de uitbating voortzetten van een natuurlijke persoon die vergunninghouder is enkel als laatstgenoemde een inbreng verricht in die door haar opgerichte rechtspersoon en zolang zij er gedurende minstens drie jaar zowel de meerderheidsvennoot als het met het dagelijks bestuur belaste statutair orgaan van is.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de houder van een vergunning die een taxidienst uitgebaat heeft zonder onderbreking tijdens minstens de tien jaren die voorafgaan aan de aanvraag en die ophoudt een taxidienst uit te baten, onder volgende voorwaarden en mits toestemming van het college zijn uitbatingvergunning geheel afstaan :

1° de aanvrager moet al zijn verplichtingen vervuld hebben tijdens minstens tien jaar;

2° de kandidaat overnemer moet alle voorwaarden vervullen, bepaald bij dit decreet om een vergunning te krijgen voor de uitbating van een taxidienst.

De uitbatingvergunning kan gesplitst worden bij die afstand.

Degene die opgehouden heeft een taxidienst uit te baten en die zijn vergunning aan een derde heeft afgestaan kan geen uitbatingvergunning meer indienen bij dezelfde gemeente tijdens de tien jaren volgend op de afstand.

§ 4. Tegen de beslissing tot weigering of het gebrek aan beslissing binnen vijf maanden na indiening van de aanvraag kan een beroep worden ingediend bij de Regering.

Naargelang het geval moet dit beroep bij de middelen bepaald door de Regering worden ingediend binnen de vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot weigering of binnen vijftien dagen na de datum waarop de termijn van drie maanden verstrijkt die op de indiening van de aanvraag volgt.

De Regering doet uitspraak binnen drie maanden na het ontvangen van het beroepschrift.

Art. 14. Als de uitbater het aantal gebruikte voertuigen wil verhogen of verminderen tijdens de geldigheidsperiode van zijn vergunning kan het college op diens aanvraag en voor de nog overblijvende termijn tot aan het verstrijken van zijn vergunning het aantal voertuigen, opgenomen in de vergunningsakte, wijzigen.

De beslissing wordt vastgelegd volgens de procedure en de voorwaarden geldend voor de vergunningsaanvraag.

Art. 15. § 1. Bij beslissing van het college kan de vergunning bepaald in artikel 3 ingetrokken of opgeschort worden voor een bepaalde periode wegens één van de motieven verwoord in artikel 8, § 2.

§ 2. Tegen de beslissing tot intrekking of opschorting kan een beroep worden ingediend bij de Regering.

Het beroep moet worden ingediend binnen de acht dagen na kennisgeving van de beslissing, bij de middelen bepaald door de Regering.

De Regering doet uitspraak binnen drie maanden na het ontvangen van het beroepschrift.

Art. 16. De op grond van artikel 3 afgeleverde vergunningen mogen aanleiding geven tot het innen van een jaarlijkse ondeelbare belasting ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon die de vergunning gekregen heeft.

Die belasting wordt geïnd door de gemeente, binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de Regering. Ze mag niet meer bedragen dan 600 euro per voertuig. De belasting bedoeld in dit artikel is verschuldigd voor het hele jaar, los van het ogenblik waarop de vergunning is afgeleverd. Ze is verschuldigd op 1 januari van het kalenderjaar of op het ogenblik van de afgifte van de vergunning.

De vermindering van het aantal voertuigen geeft niet aanleiding tot een teruggave van de belasting. Dat geldt eveneens voor de opschorting of de intrekking van een vergunning of voor het buiten werking stellen van één of meerdere voertuigen om welke reden ook.

Het indienen van een klacht heft de invorderbaarheid van de belasting niet op.

Bovenbedoeld maximumbedrag kan door de Waalse Regering aangepast worden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Afdeling 2. — Het stationeren

Art. 17. Elke uitbater die van het college de toelating krijgt om een taxidienst uit te baten, krijgt de toelating om zijn voertuigen waarvoor de vergunning is afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 te stationeren op eender welke standplaats op de openbare weg die voorbehouden wordt voor de taxi 's en vrij is of op eender welke standplaats die niet op de openbare weg gelegen is maar waarvan hij eigenaar is of het genot heeft.

Het aantal voertuigen dat aanwezig is op een bepaalde standplaats op de openbare weg mag in geen geval het aantal voorziene standplaatsen overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de diensten voor de verhuur van wagens met chauffeur*

Afdeling 1. — Vergunning

Art. 18. Niemand mag zonder voorafgaandelijke toelating van de Regering een dienst van verhuur van wagens met chauffeur met één of meerdere voertuigen uitbaten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een vergunning, afgeleverd door een ander Gewest, op het grondgebied van het Waalse Gewest geldig is.

Art. 19. § 1. De voorwaarden voor de uitbating van diensten van verhuur van wagens met chauffeur worden door de Regering bepaald. Daarin wordt minstens de toepassing van volgende voorwaarden vastgelegd :

1° de uitbater moet zijn burgerlijke aansprakelijkheid dekken tegen de schade veroorzaakt aan de vervoerde personen of aan derden bij het uitoefenen van zijn dienst, door een contract aan te gaan bij een verzekeringsmaatschappij zonder beperking van bedrag noch per voertuig noch per schadegeval;

2° het voertuig dat voor de uitbating van de dienst gebruikt wordt moet de passagiers het comfort en de kwaliteit bieden dat het cliënteel mag verwachten.

Die criteria kunnen door de Regering nader bepaald worden;

3° elke wagenverhuur wordt opgenomen in een register dat gehouden wordt op de bedrijfszetel en waarin de datum en het uur van de bestelling, evenals het exacte voorwerp van het huurcontract en de gebruikte tarieven worden opgenomen.

Dat register mag gehouden worden in een elektronisch bestand;

4° het voertuig mag enkel ten dienste van een welbepaalde natuurlijke of rechtspersoon gesteld worden bij een schriftelijke overeenkomst die conform is het door de Regering bepaalde model, waarvan één exemplaar zich op de bedrijfszetel bevindt en een afschrift aan boord van het voertuig indien de ondertekening van het contract voorafgaat aan het vervoer van de passagiers en waarvan het origineel zich aan boord van het voertuig bevindt in de andere gevallen;

5° het voertuig moet een dagelijks ritblad aan boord hebben waarop alle gegevens opgenomen worden in verband met de verplaatsingen van het voertuig;

6° het voertuig mag niet op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privé-weg stationeren of rijden als het niet voorafgaandelijk verhuurd is op de bedrijfszetel;

7° het huurcontract slaat enkel op het voertuig en niet op de zitplaatsen in het voertuig;

8° het voertuig moet uitgerust zijn met een kenteken aangebracht vooraan en achteraan;

9° het mag geen enkel teken bevatten, noch aan de binnenkant noch aan de buitenkant, dat een kenteken is van of verwijst naar voertuigen die uitgebaat worden in een taxidienst zoals lichtseinen, vermeldingen of mobiele radiotelefonie;

10° het voertuig moet aan een periodieke controle onderworpen worden zodat kan worden nagegaan of hij alle uitbatingsvoorwaarden verder vervult.

§ 2. De vergunning voor de uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur worden door de Regering bepaald.

Zij stelt de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de vergunningsaanvragen en de daarbij te voegen bijlagen en stelt de vorm van de vergunningen en van de inhoud ervan.

Het college kan slechts één enkele vergunning per uitbater verstrekken. De vergunning vermeldt en bepaalt het aantal wagens waarvoor zij is afgeleverd.

Art. 20. De vergunning voor de uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur wordt toegekend aan elke natuurlijke of rechtspersoon die een daartoe strekkende aanvraag indient, onder de voorwaarden bepaald in artikel 21.

Art. 21. De vergunning wordt verstrekt op grond van een onderzoek naar de morele waarborgen, de beroepskwalificatie en de solvabiliteit van de verzoeker.

De Regering kan de voorwaarden inzake moraliteit, beroepskwalificatie en solvabiliteit vereist van de uitbaters krachtens lid 1, evenals de voorwaarden inzake moraliteit en beroepskwalificatie vereist van de chauffeurs bepalen.

Indien de uitbatingsvergunning verstrekt wordt aan een rechtspersoon, moeten de voorwaarden opgelegd aan de natuurlijke personen om houder te zijn van de vergunning verenigd zijn tijdens de gehele duur van de uitbating door het met het dagelijks bestuur belaste statutair orgaan van die rechtspersoon.

Art. 22. § 1. De duur van de vergunning voor de uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur bedraagt vijf jaar. Ze kan verlengd worden voor termijnen van dezelfde duur.

Ze kan toegekend of verlengd worden voor een termijn van minder dan vijf jaar als bijzondere omstandigheden, opgenomen in de vergunnings- of verlengingsakte, die afwijking verantwoordt.

§ 2. De verlenging kan geweigerd worden in volgende gevallen :

1° als de uitbater de bepalingen van dit decreet, de besluiten genomen ter uitvoering ervan of de uitbatingsvoorwaarden niet in acht genomen heeft;

2° als de uitbater niet meer voldoet aan de voorwaarden inzake moraliteit, beroepskwalificatie of solvabiliteit;

3° als de uitbater de wetgeving geldend in het kader van zijn beroepsactiviteit niet in acht neemt.

§ 3. De Regering legt de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de verlengingsaanvragen, de vorm van de vergunningen en de inhoud ervan.

Art. 23. § 1. De vergunning kan slechts afgeleverd worden aan een natuurlijke- of rechtspersoon die eigenaar is van het of van de voertuigen of die erover beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een financieringshuurcontract of een huurkoopcontract.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de houder van een vergunning wiens voertuig tijdelijk onbeschikbaar is wegens een ongeval, ernstige mechanische pech, brand of diefstal, de uitzonderlijke toelating krijgen om zijn dienst waar te nemen met een vervangingsvoertuig waarvan hij niet eigenaar is of waarover hij niet beschikt bij een contract van verkoop op afbetaling, een financieringshuurcontract of een huurkoopcontract.

Die vergunning geldt slechts voor een maximumperiode van drie maanden en kan niet verlengd worden.

De Regering legt de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de vergunningsaanvragen, de vorm van de vergunningen en de inhoud ervan.

Art. 24. De verhuur, onder eender welke vorm, van het of van de voertuigen aan enigerlei persoon die het of de voertuigen zelf bestuurt of laat besturen is verboden.

Art. 25. De vergunning is persoonlijk, ondeelbaar en onoverdraagbaar.

Art. 26. Als de uitbater het aantal gebruikte voertuigen wil verhogen of verminderen tijdens de geldigheidsperiode van zijn vergunning kan de Regering op diens aanvraag en voor de nog overblijvende termijn tot aan het verstrijken van zijn vergunning het aantal voertuigen, opgenomen in de vergunningsakte, wijzigen.

De beslissing wordt vastgelegd volgens de procedure en de voorwaarden geldend voor de vergunningsaanvraag.

Art. 27. Bij beslissing van de Regering kan de vergunning bepaald in artikel 18 ingetrokken of opgeschort worden voor een bepaalde periode wegens één van de motieven verwoord in artikel 22, § 2.

De procedure voor de intrekking en de opschorting van de uitbatingvergunningen wordt door de Regering nader bepaald.

Art. 28. De op grond van artikel 18 afgeleverde vergunningen mogen aanleiding geven tot het innen van een jaarlijkse en ondeelbare belasting ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon houder van de vergunning.

Die belasting wordt door de Regering geïnd op de wijze en volgens de voorwaarden die zij bepaalt. Ze mag niet meer bedragen dan 250 euro. De belasting bedoeld in dit artikel is verschuldigd voor het hele jaar, los van het ogenblik waarop de vergunning is afgeleverd. Ze is verschuldigd op 1 januari van het kalenderjaar of op het ogenblik van de afgifte van de vergunning.

De vermindering van het aantal voertuigen geeft niet aanleiding tot een terugbetaling van de belasting. Dat geldt eveneens voor de opschorting of de intrekking van een vergunning of voor de buitenwerkingstelling van één of meerdere voertuigen om welke reden ook.

Het indienen van een klacht heft de invorderbaarheid van de belasting niet op.

Bovenbedoeld maximumbedrag kan door de Waalse Regering aangepast worden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Afdeling 2. — Het stationeren

Art. 29. Elke uitbater die van de Regering de toelating krijgt om een dienst van verhuur van wagens met chauffeur uit te baten, mag zijn voertuigen die niet in bedrijf zijn slechts stationeren op welke standplaatsen die niet op de openbare weg gelegen zijn en die zich bevinden binnen in een gebouw of een garage waarvan de uitbater van de dienst eigenaar is of waarover hij beschikt en die de bedrijfszetel van de onderneming uitmaakt.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de collectieve taxidiensten

Art. 30. Niemand mag zonder toelating van de Regering een collectieve taxidienst met één of meerdere voertuigen uitbaten op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 31. § 1. De voorwaarden voor de uitbating van de collectieve taxidiensten worden door de Regering bepaald. Daarin wordt minstens de toepassing van volgende voorwaarden vastgelegd :

1° de uitbater moet zijn burgerlijke aansprakelijkheid dekken tegen de schade veroorzaakt aan de vervoerde personen of aan derden bij het uitoefenen van zijn dienst, door een contract aan te gaan bij een verzekeringsmaatschappij zonder beperking van bedrag noch per voertuig noch per schadegeval;

2° elke prestatie wordt opgenomen in een register dat gehouden wordt op de bedrijfszetel en waarin de datum en het uur van de bestelling, evenals de gebruikte tarieven worden opgenomen.

Dat register mag gehouden worden in een elektronisch bestand;

3° het voertuig moet een dagelijks ritblad aan boord hebben waarop alle gegevens opgenomen worden in verband met de verplaatsingen van het voertuig;

4° het voertuig mag op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privé-weg noch rijden noch stationeren als het niet in bedrijf is;

5° het voertuig moet uitgerust zijn met een kenteken aangebracht vooraan en achteraan;

6° het voertuig moet aan een periodieke controle onderworpen worden zodat kan worden nagegaan of hij alle uitbatingvoorwaarden verder vervult.

7° de collectieve taxidiensten kunnen in samenwerking met de maatschappijen voor openbaar vervoer de openbare vervoerdiensten versterken.

§ 2. De vergunning voor de uitbating van een collectieve taxidienst wordt door de Regering verstrekt.

Zij stelt de procedure vast voor de indiening en de behandeling van de vergunningsaanvragen en de daarbij te voegen bijlagen en stelt de vorm vast van de vergunningen en van de inhoud ervan.

Zij kan slechts één enkele vergunning per uitbater verstrekken. De vergunning vermeldt en bepaalt het aantal wagens waarvoor zij is afgeleverd.

Art. 32. De bepalingen van de artikelen 19 tot 29 van dit decreet gelden voor de collectieve taxidiensten, artikel 19, § 1, 7° uitgezonderd.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de vervoersdiensten van algemeen belang

Art. 33. Niemand mag, zonder er voorafgaandelijk aangifte van te hebben gedaan aan de Regering, een vervoersdienst van algemeen belang in het Waalse Gewest uitbaten.

De Regering stelt de vorm van de aangiften en de inhoud ervan vast.

Art. 34. De voorwaarden voor de uitbating van de vervoersdiensten van algemeen belang worden door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK VI. — Dubbel gebruik

Art. 35. De uitbater van een taxidienst die over een vergunning beschikt overeenkomstig artikel 3 mag een taxi gebruiken voor de uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of een collectieve taxidienst mits de vergunning van de Regering en inachtneming van de desbetreffende voorwaarden.

In afwijking van artikel 19, § 1, 9°, mag een taxi gebruikt voor de uitbating van een dienst van verhuur van wagens met chauffeur een taximeter en de mobiele radiotelefonie behouden, evenals de kentekens binnen in de taxi.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de milieuvriendelijkere wagens en de wagens die de integratie van personen met een verminderde beweeglijkheid bevorderen*

Art. 36. De belastingen bedoeld in de artikelen 16 en 28 van dit decreet worden binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de Regering verminderd voor :

— de voertuigen die biobrandstoffen gebruiken zoals omschreven in Richtlijn 2003/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 mei 2003 ter bevordering van het gebruik van biobrandstoffen of andere hernieuwbare brandstoffen in het vervoer;

— voertuigen met een lagere uitstoot dan 115 gram CO₂ per kilometer.

Er wordt binnen de perken en onder de voorwaarden, bepaald door de Regering, en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, een premie toegekend voor de aankoop van hybride voertuigen gebruikt voor de diensten bedoeld in artikel 1, lid 1, 1^o tot 3^o, van dit decreet.

Art. 37. De belastingen bedoeld in de artikelen 16 en 28 van dit decreet worden binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de Regering verminderd voor de voertuigen die aangepast zijn voor het vervoer van personen met een verminderde beweeglijkheid.

HOOFDSTUK VIII. — *Toezicht en sancties*

Art. 38. § 1. Zij die zonder vergunning een taxidienst, een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of een collectieve taxidienst uitbaten worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 10 euro tot 250 euro of met slechts één van die straffen.

Elke persoon die een voertuig vallend onder de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen het uitzicht gegeven heeft van een taxi, een huurwagen met chauffeur of een collectieve taxi terwijl er voor dat voertuig respectievelijk geen uitbatingsvergunning voor een taxidienst, een dienst van verhuur van wagens met chauffeur of een collectieve taxidienst is verstrekt, wordt gestraft met dezelfde straffen.

De rechter mag het (de) voertuig(en) waarmee de overtreding is gepleegd verbeurd verklaren. Als het voertuig het bezit is van een andere persoon dan de veroordeelde, wordt de verbeurdverklaring enkel uitgesproken nadat de eigenaar van het goed gedagvaard is en de kans heeft gekregen om zijn verweermiddelen te gelde te maken.

§ 2. Zij die een andere overtreding op dit decreet plegen of op de andere voorwaarden van de uitbatingsvergunning dan die bedoeld in artikel 39 worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 1 euro tot 250 euro of met slechts één van die straffen.

§ 1, lid 3, van dit artikel is eveneens van toepassing op die overtredingen.

§ 3. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op die overtredingen.

Art. 39. § 1. Er kunnen door de daartoe door de Regering gemachtigde ambtenaar administratieve geldboetes opgelegd worden voor elke overtreding van artikel 19, § 1, 2^o tot 10^o, en van artikel 31, 2^o tot 6^o, en van artikel 34, evenals van de uitvoeringsbesluiten van dit decreet.

De Regering bepaalt het bedrag van de administratieve geldboetes, evenals de termijn en de regels voor de betaling ervan. Ze mogen niet meer bedragen dan 500 euro.

§ 2. De overtreder wordt op de door de Regering bepaalde wijze ingelicht over de administratieve sanctie die hij kan oplopen. De Regering bepaalt eveneens de procedure die toegepast wordt om de overtreder in de mogelijkheid te stellen om zijn opmerkingen te laten gelden bij verhoor, de regels voor de kennisgeving van de beslissing om de geldboete op te leggen en de betaalwijze.

§ 3. De overtreder beschikt over het recht om in beroep te gaan tegen de beslissing om de geldboete op te leggen. Dat beroep wordt op straffe van uitsluiting ingediend binnen de maand na kennisgeving van de beslissing om de geldboete op te leggen, via een verzoekschrift voor de politierechtbank volgens de burgerrechtelijke procedure.

Het beroep voor de politierechtbank is een voorziening met volle rechtsmacht. Het is opschortend. Tegen het vonnis van de rechtbank is geen hoger beroep mogelijk.

§ 4. Wordt de administratieve geldboete niet betaald binnen de door de Regering bepaalde termijn, kan de geldboete bij dwangschrift worden geïnd. Het dwangschrift wordt van een visum voorzien en uitvoerbaar verklaard door de leden van het personeel van de bedrijfszetel daartoe aangewezen door de Regering, die eveneens de procedure bepaalt voor de kennisgeving binnen de geldende termijnen. Het dwangschrift valt onder de bepalingen vervat in het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek in verband met het bewarend beslag en de middelen van tenuitvoerlegging. De betaling van de geldboete doet de strafvordering vervallen.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings, overgangs- en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 40. Opgeheven worden :

1^o de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten;

2^o het koninklijk besluit van 19 maart 1975 betreffende de diensten voor de verhuur van wagens met chauffeur.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 41. De houders van uitbatingsvergunningen voor een taxidienst, afgeleverd onder de gelding van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten worden gemachtigd hun vergunning af te staan overeenkomstig artikel 7 van die wet binnen een termijn van één jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 42. De natuurlijke of rechtspersonen die daadwerkelijk een dienst van verhuur van wagens met chauffeur uitbaten op de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden ertoe gehouden de uitbatingsvergunning aan te vragen binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Wordt de aanvraag niet ingediend binnen de termijn bepaald in lid 1, wordt de uitbater geacht een dienst van verhuur van wagens met chauffeur zonder vergunning uit te baten.

Art. 43. De natuurlijke of rechtspersonen die daadwerkelijk een collectieve taxidienst uitbaten op de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden ertoe gehouden de uitbatingsvergunning aan te vragen binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Wordt de aanvraag niet ingediend binnen de termijn bepaald in lid 1, wordt de uitbater geacht een collectieve taxidienst zonder vergunning uit te baten.

Art. 44. De natuurlijke of rechtspersonen die daadwerkelijk een vervoersdienst van algemeen belang uitbaten op de dag van inwerkingtreding van dit decreet worden ertoe gehouden er aangifte van bij de Regering te doen binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Wordt de aanvraag niet ingediend binnen de vastgestelde termijn, wordt de uitbater geacht bezoldigd personenvervoer in de zin van artikel 1, 1^o tot 3^o, uit te oefenen.

Afdeling 3. — Slotbepaling

Art. 45. Dit decreet treedt in werking op de dag bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 oktober 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 640 (2006-2007), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 oktober 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4502

[2007/203368]

9 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2007 permettant temporairement, à des fins de recherche scientifique, un prélèvement d'animaux gibiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 7 et 30*bis*, insérés par le décret du 14 juillet 1994;

Considérant les recherches sur la gestion du chevreuil menées par l'ASBL "Wildlife & Man" en collaboration avec le Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois du Ministère de la Région wallonne, dans un réseau de territoires expérimentaux;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2007 permettant temporairement, à des fins de recherche scientifique, un prélèvement d'animaux gibiers est remplacé par la phrase suivante :

« — le territoire des Chasses de la Couronne de Saint-Michel de Freyr, situé sur les communes de Tenneville, Nassogne, Saint-Hubert et Saint-Ode; ».

Art. 2. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN